

TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE -



mensuel de l'Organisation Communiste Révolutionnaire
Internationaliste d'Algérie

. 2 F.

N° 43

septembre 1980

- POLOGNE

Les travailleurs montrent la voie !

ALGERIE - Congrès du FLN

Après les événements de Tizi - Ouzou ,

la bourgeoisie fait le bilan .

p. 3

POINTS DE VENTE

Librairie du Tiers Mythe : 21 rue Cujas, 5ème.
 Librairie Arabe : 2 rue St Victor, 5ème.
 Librairie Rouge : rue de Tunis, 12 ème.
 Présence Africaine : 16 rue des Ecoles, 4ème.
 L'Harmattan : rue des 4-Vents, 6ème.
 Imazighen : rue Lesdiguières, 4ème.
 Beaux-Arts Monde : 410 rue Gay-Lussac, 6ème.
 Kiosque St-Michel, Boulevard St Michel, 6ème.
 Lib. "Le temps des cerises" : 16 rue Gustave Simond, 54000 NANCY.
 Librairie 33 : rue St James, BORDEAUX.
 Librairie Quotidienne : 5 rue du Felibre-Gaut, 13100 AIX EN PROVENCE.
 Librairie 71 : 29 rue J. Jaurès, 44 NANTES.
 Librairie LIRE : rue Sainte, MARSEILLE.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE,
S'ADRESSER A :

T.I.L.
 29 rue Descartes
 75005 PARIS
 (ne spécifier que T.I.L.)

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

- 48 Fr l'année, en timbres poste,
(24 Fr de mensuel + 24 Fr de frais d'envoi).
- pour l'étranger, écris-nous.

NOUS VOUS RAPPELONS QUE NOUS NE
POUVONS PAS ACCEPTER LES CHEQUES.

SOMMAIRE

ALGERIE

- p 3, 4 : Congrès du FLN : après les événements de Tizi-Ouzou,
 la bourgeoisie fait le bilan.
 p 5 : Encore des prisonniers politiques en Algérie !

IMMIGRATION

- p 6,7,8 : Interview d'un résident de la Sonacotra.
 p 8,9,10 : "Deuxième génération" : d'importants motifs de révolte !

INTERNATIONALISME

- p 11,12,13,14 : Pologne : les travailleurs montrent la voie.
 p 14,15,16,17 : Qu'est-ce que l'internationalisme ?

Dernière page : QUI SOMMES-NOUS ?

ALGERIE

Congrès du FLN :

après les événements de Tizi-Ouzou,

la bourgeoisie fait le bilan

Initialement, le congrès extraordinaire du FLN avait pour fonction principale l'adoption du plan quinquennal. Mais du fait des événements de Kabylie, le point politique le plus important à l'ordre du jour a été l'amendement des statuts.

- APRES LA MORT DE BOUMEDIENE, UNE COLLEGIALITE FORCEE.

Après la mort de Boumédiène, aucune des cliques et des fractions au pouvoir ne disposait d'un rapport de force suffisant pour mettre au pas ses rivales. Ni Bouteflika, ni Yahyaoui, les deux chefs de file des deux tendances les plus affirmées, ne purent s'imposer. Pour que la transition se fasse dans le calme et la stabilité, un candidat de compromis en l'occurrence Chadli, fut désigné pour prendre la tête des affaires de la bourgeoisie.

Parallèlement, les prérogatives du nouveau président furent limitées. Alors que Boumédiène cumulait les fonctions de président, de premier ministre, de chef de l'armée et du parti, Chadli a laissé le poste de premier ministre à Abdelghani, et le parti à Yahyaoui. De plus, le bureau politique du FLN, dont les membres étaient choisis par le comité central, s'est vu attribuer des prérogatives réelles.

Bref, la nécessité pour le personnel politique de la bourgeoisie d'un consensus a poussé à la formation d'une direction collégiale, satisfaisant les appétits de tous les prétendants.

- LES EMEUTES EN KABYLIE, UN REVELATEUR.

Cette collégiale tant vantée par les tenants du régime après la mort de Boumédiène, et dans laquelle certains - déjà alléchés, voir le PRS... -, voyaient les signes avant-coureurs d'une libéralisation du régime, avait aussi pour corollaire, à cause de la relative multiplicité des centres de décisions, la paralysie partielle du pouvoir, mis dans l'incapacité de prendre des décisions rapides.

La campagne d'assainissement, lancée par le régime de Chadli, avait entre autre pour objectif de montrer aux travailleurs que malgré les dissensions qu'il y avait en son sein, celui-ci était encore capable d'assurer l'ordre capitaliste. Mais ce coup de bluff ne dissimulait pas la réalité d'un régime contraint par ses contradictions internes à tem-

.../...

poriser dans le débat sur les nouveaux choix économiques qu'il lui fallait faire.

Les médias, moins contrôlés que du temps de Boumédiène, ont d'ailleurs partiellement rendu compte des débats qui avaient lieu dans les hautes sphères. Fallait-il continuer Boumédiène, ou le renier ? Fallait-il plutôt le renier tout en le continuant ? Quelles devaient être les priorités du prochain plan, etc.

Les différents mouvements qui ont eu lieu dans le pays, la grève des arabisants, et ensuite celle des étudiants et de la jeunesse berbère qui s'est étendue à d'autres régions que la Kabylie et qui s'est soldée par l'explosion du mécontentement populaire lors des fameuses journées d'émeutes à Tizi Ouzou, ont mis à nu la réalité d'un régime totalement paralysé par les luttes de clans et de fractions.

Chadli, soumis à des pressions contradictoires, aurait même menacé à plusieurs reprises de démissionner. Cette immixtion des travailleurs et des masses exploitées sur la scène politique a complètement éclipsé les différends qui jusqu'alors partageaient les multiples clans au pouvoir.

- RECONCENTRATION DU POUVOIR.

C'est ainsi que le congrès du FLN, même s'il a débattu des grandes lignes du plan, a surtout montré quelle était la préoccupation principale du pouvoir : faire face à la contestation des travailleurs en ayant un régime fort, où le pouvoir est concentré au maximum, c'est-à-dire aux mains de Chadli. L'amendement principal des statuts a réduit le bureau politique à sept membres, choisis par Chadli, qui s'est vu quant à lui donner les pleins pouvoirs pour assurer l'ordre.

Les éléments qui détenaient une parcelle de pouvoir, les hommes forts ont été mis sur la touche au profit du successeur de Boumédiène.

Après avoir loué les vertus de la collégialité, les bourgeois ont compris que face au danger que représentaient les travailleurs, ils préféraient une reconcentration du pouvoir, vitale pour le maintien de l'ordre capitaliste.

Cette centralisation politique s'est accompagnée d'une mise en garde adressée au PAGES, l'arbin du régime, qui s'est vu reprocher son attitude de soutien critique à celui-ci. Les stalinien ont été sommés de choisir encore plus clairement leur camp. Les discours hostiles au PAGES de certains délégués au Congrès du FLN attestent de cette volonté qu'a le régime de ne tolérer aucune tergiversation au sein de la bourgeoisie : "Tous derrière Chadli".

Si incontestablement le congrès du FLN montre la volonté qu'a le régime de se doter d'un Etat fort et ferme, il n'est pas du tout évident que cela se traduise dans la pratique par sa capacité à venir à bout du mécontentement des travailleurs et des masses exploitées.

Tout dépendra de notre capacité à nous unir et à nous organiser pour nous opposer sur un terrain de classe aux menées réactionnaires de la bourgeoisie. Tout dépendra aussi de notre capacité à ne pas nous laisser embrigader par les différentes variétés de démocrates petit-bourgeois qui n'ont d'autre but que de dévoyer nos luttes.

Encore des prisonniers politiques en Algérie

Les 24 personnes arrêtées lors des manifestations qui eurent lieu en Kabylie, ont été remises en liberté provisoire du fait de la mobilisation qui a eu lieu en Algérie et dans l'immigration pour obtenir leur libération.

En cédant, le régime a espéré désamorcer le mouvement de contestation et faire oublier que 21 personnes arrêtées lors des émeutes de Kabylie et qui ont été condamnées à des peines de 1 à 8 ans de prison "pour rébellion et dégradation d'édifices publics", croupissent encore dans les geôles de la dictature bourgeoise.

Et encore, il ne s'agit là que des personnes dont l'incarcération a été officiellement reconnue par le régime !

MOBILISONS-NOUS CONTRE LA REPRESSION !

IMMIGRATION

Interview

d'un résident de la Sonacotra

Après cinq ans, la grève des loyers dans les foyers Sonacotra, Adef, etc., a pratiquement cessé partout. Dans beaucoup de foyers, et certainement dans l'esprit de la majorité des travailleurs résidents, la grève c'est du passé. Oui, mais qu'en reste-t-il ? Quelle est aujourd'hui la différence dans la vie des travailleurs avec l'époque de la grève ? Nous avons interviewé un camarade qui réside dans un foyer Sonacotra pour répondre à ces questions.

- Quelles sont les principales préoccupations des camarades aujourd'hui dans le foyer ?

Généralement, ce sont les problèmes de salle qui resurgissent. Pendant la grève, bien que la participation aux activités d'organisation, aux réunions de coordination, etc, n'ait été assurée que par un très petit nombre de travailleurs combatifs, la majorité des résidents se préoccupait de ce qu'il se passait et des résultats. Sans cesse, les délégués étaient harcelés: Alors, où cela en est-il ? Que dit la Sonacotra ? Que se passe-t-il dans tel foyer ? - Et puis, les résidents commentaient souvent entre eux les nouvelles, se questionnaient. La grève avait un peu estompé les problèmes tels que le bruit dans les salles, le caractère de tel ou tel camarade, surtout parce que les délégués dénonçaient sans cesse les conditions de logement qui nous sont faites et expliquaient que c'était là la véritable source de la plupart de nos problèmes.

Maintenant que beaucoup de camarades ne pensent plus à la grève, ils ont tendance à rejeter la responsabilité du bruit sur leurs voisins, sans voir que c'est le contre-plaqué de quelques millimètres entre deux chambres, qui fait que tu entends ton voisin s'il ronfle un peu ! Ces problèmes de salle nous empoisonnent beaucoup.

- Les résidents participent-ils encore à des réunions ?

Aujourd'hui, les réunions générales sont l'exception. Il nous a fallu plusieurs mois pour obtenir que les travailleurs réélisent un comité de résidents. Evidemment, une des raisons de cette situation, c'est qu'il y a beaucoup de nouveaux locataires. Toutes les chambres que la Sonacotra n'avait pas louées afin de vider le foyer des grévistes sont occupées. Certains viennent de foyers qui ont été fermés, d'autres sont partis de leur foyer parce qu'ils ne voulaient pas de la grève. La majorité des nouveaux est hostile à la grève.

.../...

Quand une réunion est organisée, il y a peu de monde, mais les camarades sont peu intéressés, facilement irritables. Il suffit d'un petit incident pour que la salle se vide tout de suite. Les anciens résidents ont aussi souvent la même réaction.

- Il y a encore eu une augmentation des loyers en juin dernier. Cela fait une moyenne de deux augmentations par an. Les résidents n'ont-ils pas l'intention de demander au moins le blocage des prix des loyers ?

Tu sais, aujourd'hui il ne faut pas se faire d'illusions. Ils ont fait de trois à cinq ans de grève sans avoir obtenu grand' chose ; ils ne croient donc pas pouvoir obtenir quelque chose par une nouvelle grève. Ils se disent que maintenant qu'ils ont l'Etat contre eux, il n'y a plus rien à faire.

Non, à la dernière réunion, c'est plutôt d'obtenir plus de réchauds, de frigos, etc., que nous avons parlé. Par contre, les copains tiennent à obtenir une réduction des loyers pour ceux qui touchent seulement l'aide publique (450 Fr) et ceux qui sont en maladie. Mais loin d'eux l'idée de faire grève pour obtenir cela. La Sonacotra aux dernières négociations a cédé pour ceux qui ne touchent que l'aide publique : ils ne paieront plus que 50 Fr au lieu de 300 Fr. Cela, beaucoup de foyers l'ont obtenu.

La Sonacotra a aussi appliqué le système d'aide personnalisée au logement qui diminue de quelques dizaines de francs le loyer de ceux qui touchent moins de 2700 Fr.

- Il y a donc peu de combativité aujourd'hui...

Certainement. La masse des travailleurs est fatiguée, - en tout cas en ce qui concerne les foyers - et ne veut rien faire. Le seul canal par lequel s'exprime encore un peu la combativité des résidents, ce sont les délégués qui, même s'ils n'ont rien à faire puisque les travailleurs sont démobilisés, ne ratent pas une occasion pour remettre le gérant à sa place. Ah ! c'est le passe-temps favori de ces camarades. Et c'est tant mieux. Il faut que le gérant sache qu'on n'est pas trompé par son cinéma et qu'il y en a encore qui attendent le jour où ça repartira.

- Quelles perspectives vois-tu ?

Pour l'instant, rien. Il n'y a pas de liaisons entre les foyers. Les résidents ne sont pas prêts à bouger. Les délégués, lorsqu'il y en a, sont paralysés par de petits problèmes.

Maintenant, ce sont surtout les questions de racisme, de l'expulsion des travailleurs immigrés qui sont présentes dans la tête des résidents. Avec les derniers attentats dans les cités de banlieue, on a un peu peur dans les foyers. On sait ici qu'il risque d'y avoir de plus en plus d'attentats racistes, et on sait aussi que c'est en grande partie à cause de Stoléro et de ceux qu'il représente. On a saisi son jeu, avec d'un côté les déclarations racistes, et de l'autre les semaines de "dialogue" avec les travailleurs immigrés

.../...

Alors, il faut voir et être attentif. Peut-être que la révolte grondera bientôt contre les racistes. A ce moment, il pourrait se passer quelque chose au foyer. Ce ne serait pas la même chose qu'avant, ça, c'est sûr. On ne pourrait se contenter de la grève des loyers pour lutter contre les salopards qui tuent nos frères.

Mais je crois qu'il est encore trop tôt pour dire quoi que ce soit sur les luttes qui pourraient éclater à l'avenir.

"Deuxième génération" :

d'importants motifs de révolte

Ils sont 350 000 enfants d'Algériens en France, de cette "deuxième génération" de "mal-nés", comme les nomme Algérie-Actualités. Ils étaient 4 millions en tout en 1974 en Europe de l'Ouest, sur lesquels environ 300 000 enfants ne recevaient aucun enseignement !

Ils vivent pour leur grande majorité dans des grands ensembles déshumanisés, dans les banlieues, le plus souvent dans des ghettos pour travailleurs immigrés, quand ce n'est pas dans des bidonvilles.

Leur situation ? Celle de jeunes prolétaires qui, en plus de leurs rudes conditions d'existence, ont à affronter le racisme quotidien, la déculturation, les problèmes de langue, de scolarité, la discrimination dans le travail, le chômage, etc.

A cheval entre deux sociétés, la France et le pays d'origine, entre deux cultures, ils ne sont d'aucun pays et en butte à des difficultés d'adaptation que la société capitaliste rend tous les jours plus âpres. Ils représentent aussi sans doute la catégorie de jeunes travailleurs la plus exploitée et la plus défavorisée en France.

- UN PROBLEME DE NATIONALITE.

Car tout d'abord, de quelle nationalité sont-ils ? L'article 6 du code de la nationalité algérien fait prévaloir la "nationalité d'origine par filiation". Pour l'Algérie, ils sont donc Algériens à part entière.

.../...

Pour la France, est Français celui "qui est né en France lorsqu'un de ses parents y est né lui-même". La loi de 1927 précise que l'expression "en France" s'étend à l'Algérie, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion...

Ainsi, c'est à sa majorité que l'enfant de travailleurs immigrés fait le choix de sa nationalité définitive : choix quasi impossible entre une "double nationalité" qui n'est d'ailleurs pas prévue dans le code algérien, et qui ne peut tenter que les mordu du service militaire (à faire en France et en Algérie !), la naturalisation française, ce qui pose bien souvent des problèmes conflictuels avec les parents algériens, ou la prise de nationalité algérienne, ce qui ne résoud rien pour ces jeunes, quand on sait qu'à ce jour, la "réinsertion" n'est qu'un vœu pieux pour la bourgeoisie algérienne...

Quant à la bourgeoisie française, les enfants de travailleurs immigrés représentent une main d'oeuvre de choix : non-transfert de devises vers le pays d'origine, plus de problème de langue, habitudes de consommation identiques, même moules sociaux.

Par ailleurs, les jeunes immigrés de moins de 25 ans représentent un pourcentage très élevé parmi la jeunesse française, à quoi s'ajoutent 30 000 naissances supplémentaires par an. Rythme de reproduction très important, qui compense le ralentissement démographique de la France, apporte sur le marché du travail une main d'oeuvre jeune et particulièrement corvéable, et qui remplace à peu de frais la première génération de travailleurs immigrés.

- A L'ECOLE, DES CLASSES "CUL DE SAC".

La discrimination commence à l'école : d'un côté les classes normales qui mènent vers les lycées, de l'autre les "classes de perfectionnement" que les élèves appellent les "classes de bourricots", qui mènent aux "classes de transition" ou "classes allégées". Qu'en termes délicats ces choses-là sont dites !

En fait, les chiffres montrent brutalement que 20 % des enfants de travailleurs immigrés subissent un "échec total" en fin de période de scolarité obligatoire, - c'est-à-dire ne savent toujours pas lire !-, 60 % un échec partiel, - là, on parle de "difficultés graves" !-, et 20 % réussissent ... à passer dans des "classes préprofessionnelles de niveau", CET et autres !

Alors, quel avenir, en France, pour ces jeunes ? D'après les statistiques, et à part le chômage, et encore le chômage, leur scolarité débouche le plus souvent sur des emplois non-qualifiés ou à faibles qualifications. En fait, ils se retrouvent la plupart du temps dans les mêmes secteurs que leurs parents : bâtiment, textile, métallurgie.

- Qui a dit que la seule promotion pour les enfants de prolétaires, était de devenir prolétaires à leur tour ?... Ne peut-on pas parler ici d'"école de classe" : l'instruction pour les fils de bourgeois, et les classes "cul de sac" pour les fils de travailleurs ou de travailleurs immigrés ?

.../...

- ET LES FILLES ?

Pour les filles, l'avenir n'est pas plus rose, on s'en doute. Sous-qualifiées, filles d'immigrés, femmes, bref toutes les conditions sont remplies pour qu'elles subissent un surcroît de discrimination et d'exploitation, ... quand elles trouvent du travail !

Par ailleurs, elles sont d'autant plus opprimées dans leur propre famille, que bien souvent leurs parents, loin de leur pays, se replient et se renferment autour des traditions "arabo-islamiques", dernier vestige, croient-ils, de leur "identité", dans une société qui leur est hostile. Or, bien sûr, la tutelle arbitraire du père et la pression familiale leur est d'autant plus difficile à supporter qu'autour d'elles, leurs copines sont plus libres...

Celles qui ont fait l'expérience du retour en Algérie, contraintes de rester au pays pour qu'on les marie, n'ont d'autre solution que de revenir en France, quand elles le peuvent, dans une société où elles n'ont pas leur place...

- UN Avenir BOUCHE.

Enfin, quelle "réinsertion" est possible en Algérie, pour des jeunes qui bien souvent ne parlent pas arabe, à qui le capitalisme d'Etat n'offre pas d'emplois, qui aussi parfois subissent une discrimination en tant qu'immigrés, notamment dans le service national ?

Le mythe de la réinsertion en Algérie est bien réel, pour des raisons économiques profitant directement à la bourgeoisie algérienne (voir précédents articles de T.I.L.) : leurs parents ne trouvent déjà pas de travail à leur retour, sauf une très petite frange de travailleurs qui ont pu acquérir une formation professionnelle quelconque en France : alors, quelle place existe-t-il donc sur le marché du travail algérien pour ces jeunes non-qualifiés qui "rentrent" dans un pays où ils n'ont jamais vécu ?

Bref, les perspectives pour ces jeunes, enfants de travailleurs immigrés en France, ne passent certainement pas par une mythique réinsertion en Algérie, où au pire ils seront chômeurs et au mieux ils auront à subir le même lot d'exploitation et d'oppression que tous les travailleurs algériens, ni par les minces possibilités de sortir de la condition "d'immigrés" en France. Cette situation désastreuse, en porte à faux entre deux pays, fait que chez cette masse de jeunes, couve un grand potentiel de révolte, qui se traduit souvent par la délinquance, mais aussi les rend très sensibles aux luttes contre les aspects les plus répressifs du capitalisme.

Aussi, c'est en luttant collectivement contre la bourgeoisie et son Etat répressif, en France aussi bien qu'en Algérie, et que dans le monde entier, que nous pourrions renverser un système qui ne fait prospérer les uns que sur la misère et la détresse de millions d'autres !

INTERNATIONAL

POLOGNE

Les travailleurs montrent la voie

La vague de conflits qui secouent la Pologne depuis plus d'un mois vient de connaître un nouveau rebondissement. Depuis le 14 août, Gdansk, ville où sont implantées de nombreuses entreprises de la construction navale, et sa région sont pratiquement paralysées. Les travailleurs ont désigné un Comité de grève inter-entreprises qui rassemblait aux dernières nouvelles plus de 360 délégués ouvriers. Le nombre de grévistes sur tout le pays atteindrait plusieurs centaines de milliers et la grève générale serait à l'ordre du jour.

LA GRANDE PEUR DE LA BOURGEOISIE POLONAISE.

En 1970, ce sont des augmentations atteignant parfois 100 % des produits alimentaires de première nécessité, auxquelles se sont ajoutées les brutalités inqualifiables des flics polonais contre les travailleurs, qui ont provoqué des grèves massives, puis des émeutes dont aujourd'hui chaque ouvrier polonais a encore mémoire.

Cette fois-ci, il a suffi d'une augmentation du prix de la viande pour faire déborder le vase. Dès que le gouvernement annonçait que le prix de la viande était augmenté de 70 à 80 %, des grèves éclataient à Varsovie, la capitale polonaise, ainsi que dans les villes voisines, Radom et Lublin.

Au début du mouvement, les directions d'usines et l'Etat polonais, au lieu de réprimer durement les grévistes comme ils l'avaient fait lors des grèves massives de 1976 et des émeutes de 1970 (des dizaines de morts à Gdansk, des milliers de prisonniers politiques et des centaines de travailleurs torturés), semblaient tenter la tactique de l'apaisement par une attitude souple.

De nombreuses revendications étaient immédiatement satisfaites. La hausse des prix était plus ou moins clairement annulée. Enfin, on ne traitait pas les travailleurs en lutte de "contre-révolutionnaires"...

Mais cette attitude conciliatrice du gouvernement, loin d'aboutir au retour au calme espéré, rendait les ouvriers plus sûrs de leur force, le mouvement prenait une extension inattendue.

Cette mobilisation exceptionnelle de la classe ouvrière polonaise a été favorisée par l'indécision de la bourgeoisie polonaise, ainsi

.../...

que par la faiblesse de son Etat face à une classe ouvrière ayant déjà acquis des traditions de lutte, que cet Etat est obligé de prendre en compte. On ne peut expliquer autrement que pratiquement toutes les grèves aient été victorieuses sur le plan économique jusqu'à présent, et surtout que la direction du chantier "Lénine" ait été jusqu'à accepter l'érection d'un monument aux morts de 1970, compte tenu de l'impact psychologique et de la valeur symbolique d'une telle victoire pour les travailleurs.

Le fait qu'une agitation intense dure deux mois sans que l'Etat réprime sévèrement les ouvriers, ne s'explique principalement que par la peur de la bourgeoisie de provoquer un affrontement central avec la classe ouvrière.

La capacité de lutte dont les ouvriers polonais ont fait preuve au cours des dernières décennies a en effet de quoi inquiéter les bourgeois polonais : à diverses reprises, en 1956, puis en 1970, les révoltes ouvrières ont abouti à la chute du gouvernement et à chaque fois le pouvoir a dû reculer.

- UNE ORGANISATION SANS PRECEDENT.

Si le pouvoir peut reculer relativement facilement devant les revendications économiques, en comptant sans doute sur l'inflation pour annuler rapidement les acquis ouvriers, il n'en va pas de même des revendications politiques avancées par les grévistes. Ces revendications remettent directement en cause la légitimité du pouvoir. Contrairement aux mouvements précédents, brusques flambées de révolte, ce qui caractérise les grèves actuelles, c'est leur lent mûrissement, leur extraordinaire degré d'organisation. Ce qui fait leur force, c'est le caractère démocratique de cette organisation.

La représentativité évidente des organisations que se sont données démocratiquement les ouvriers suffit à elle seule à nier les prétentions des Gierk et Cie à gouverner "au nom de la classe ouvrière" et du "socialisme". Mais les travailleurs vont plus loin en revendiquant ouvertement le droit de s'organiser dans des syndicats libres.

La liste des revendications avancées par les ouvriers traduit certes des illusions sur la démocratie -telles que celles sur les élections libres - et sur l'Eglise dont ils réclament le droit d'accès à la télévision ; mais il ne fait pas de doute que, dans un pays de dictature comme la Pologne, l'ensemble des revendications correspond à la volonté profonde, non seulement de la classe ouvrière mais d'une large partie de la population. Cela leur donne une force considérable et place le pouvoir dans une situation particulièrement délicate.

- LE CHANTAGE A L'INTERVENTION RUSSE.

Aujourd'hui, face à l'agitation croissante, face à la fermeté des ouvriers, les hauts responsables n'ont plus qu'un seul argument "sérieux" à opposer à la colère ouvrière : le risque d'une intervention militaire de l'impérialisme russe pour rétablir l'ordre en Pologne, et le risque, en conséquence, d'une déstabilisation mondiale auquel a très

.../...

clairement fait allusion le secrétaire général du POUP en affirmant lors de son récent discours que le régime polonais "est un élément fondamental de l'ordre instauré en Europe après la seconde guerre mondiale".

Cette menace est d'ailleurs également soulignée, aussi bien par une partie des "dissidents" qui cherchent à limiter le mouvement, que par les dirigeants occidentaux et l'Eglise qui, s'ils ne sont pas fâchés de voir embarrassés leurs rivaux de l'Est et les partis "communistes" officiels, redoutent cependant que les ouvriers aillent trop loin.

- QUELLES PERSPECTIVES POUR LES OUVRIERS POLONAIS ?

La menace d'une intervention russe existe réellement, bien que, dans l'immédiat, l'emploi des forces de répression polonaises soit plus vraisemblable. Cette intervention pourrait se produire si l'Etat polonais était en voie d'effondrement ou si les mouvements actuels risquaient d'entraîner un revirement d'alliances.

Budapest 1956, Prague 1968 attestent que l'impérialisme russe - qui dispose déjà de 600 chars et de dizaines de milliers d'hommes sur place - n'hésiterait pas s'il jugeait ses intérêts menacés.

Mais les ouvriers doivent-ils céder au chantage et renoncer à leurs revendications fondamentales par "réalisme" comme les y invitent l'Eglise et une partie des dissidents ? On comprend que ceux-ci aient pour objectif un recul limité du gouvernement qui leur ferait une plus grande place, par exemple dans le cadre d'une relative libéralisation. Mais, tel ne peut pas être l'objectif de la classe ouvrière : un tel recul ne serait que provisoire et les ouvriers subiraient tôt ou tard le retour de bâton. Ce recul ne mettrait pas fin à la crise économique dans laquelle s'enfoncent la Pologne.

On comprend que les ouvriers considèrent comme une garantie fondamentale le droit de s'organiser librement pour défendre leurs conditions d'existence. Mais rien n'indique qu'un syndicat libre reconnu ne deviendrait pas rapidement à son tour une force d'ordre social, comme le sont devenus les comités de grève mis sur pied en 1956, 1970 et 1976, intégrés à l'Etat et à la gestion des entreprises depuis.

La seule politique qui correspondrait aux intérêts des ouvriers serait donc, non pas de redouter, mais de souhaiter la déstabilisation de l'ordre impérialiste mis en place à la fin de la seconde guerre mondiale, de compter non sur un compromis avec la bourgeoisie polonaise dans le cadre des maigres possibilités de manoeuvre que lui laisse l'URSS, mais sur l'effet de contagion dans les autres pays de l'Est et peut-être même de l'Ouest.

Il n'est d'ailleurs pas certain que l'impérialisme russe pourrait écraser aujourd'hui les ouvriers polonais aussi impunément qu'il a massacré leurs camarades hongrois en 1956...

Seule une politique internationaliste ne se limitant pas au cadre de la Pologne correspondrait aux intérêts réels de la classe ouvrière.

.../...

Nous ignorons comment les événements vont évoluer, mais le drame est qu'il ne semble pas exister une fraction de dissidents et de dirigeants ouvriers décidés à mener une telle politique.

En l'absence d'une organisation révolutionnaire lucide et décidée, il est à craindre que, malgré leur magnifique combativité, les ouvriers se laissent en définitive abuser par les dissidents libéraux, par l'Eglise et les diverses fractions de bureaucrates. Ils ne manquent pas, ceux qui ne songent qu'à utiliser la force ouvrière pour leurs propres objectifs, et, sitôt ceux-ci réalisés, n'ont qu'une idée : renvoyer les ouvriers au travail.

La partie n'est cependant pas jouée : les ouvriers ont en effet à plusieurs reprises fait dans ce pays l'expérience des beaux discours et des promesses non tenues...

Qu'est-ce que l'internationalisme ?

Notre organisation -l'O.C.R.I.A- se proclame "internationaliste", ceci contrairement à différentes autres organisations se réclamant pour tant également du "socialisme", du "communisme" et de la classe ouvrière, du moins en paroles.

Les partis "communistes" officiels, - que ce soit le PAGES algérien ou ceux d'autres pays -, depuis bien longtemps ne font plus référence dans leurs sigles à l'internationalisme. Le PRS algérien, pour sa part, bien qu'il se prétende "socialiste", non seulement ne s'affirme pas internationaliste, mais se présente comme plus nationaliste encore que le gouvernement algérien...

Une fraction des militants du PRS qui en a récemment scissionné, n'hésite pas à choisir pour titre de son journal "Le Patriote"... Il ne s'agit nullement là de détails ou d'un hasard : la question de l'internationalisme constitue un fossé entre les organisations qui défendent véritablement les intérêts de la classe ouvrière et les autres.

.../...

- LA CLASSE OUVRIERE EST INTERNATIONALE.

Notre référence à l'internationalisme ne relève pas d'un vague sentiment humaniste, mais d'une profonde réalité de la société capitaliste. Le développement de l'économie capitaliste à l'échelle mondiale a entraîné le développement d'une classe de prolétaires dont les véritables intérêts sont les mêmes dans tous les pays du monde. Même si les barrières de langues, de coutumes, de traditions séparent les ouvriers des différents pays, ils appartiennent à une même classe d'esclaves salariés.

Contrairement aux capitalistes et à leurs Etats qui sont en permanence en concurrence les uns avec les autres, qui cherchent chacun à augmenter leur part du gâteau au détriment de leurs concurrents, les ouvriers de tous les pays ont les mêmes intérêts.

Pour protéger leur part contre celles de leurs concurrents, les exploiters ont besoin des Etats nationaux qui sont pour eux des armes indispensables dans la lutte qu'ils mènent contre leurs rivaux, en même temps qu'ils leur permettent de réprimer les exploités.

Bien sûr, les capitalistes cherchent à entraîner les ouvriers dans la lutte contre leurs concurrents en s'efforçant de leur faire croire qu'ils pourraient avoir avec eux des intérêts communs, que leurs conditions de vie dépendent de leur victoire sur leurs rivaux. Pour cela, ils s'appuient sur les préjugés de nation, race, de religion, et développent ces préjugés par d'incessantes campagnes chauvines. Mais, même quand ils parviennent à dresser les travailleurs d'un pays contre ceux du pays voisin, - Algériens contre Marocains, Français contre Allemands, etc. - cette division au sein d'une même classe ouvrière va contre les intérêts réels des exploités, bien que ceux-ci puissent ne pas en avoir conscience.

- UN TEST CRUCIAL POUR LA BOURGEOISIE.

Réussir à unir toutes les couches de la société - et en particulier les ouvriers - derrière eux contre leurs concurrents, assurer ainsi la cohésion et la solidité de leur Etat, est une préoccupation fondamentale des bourgeois de tous les pays. C'est pourquoi aucun Etat bourgeois ne peut être internationaliste: par définition, chaque Etat bourgeois défend les intérêts particuliers de "ses" bourgeois nationaux.

C'est pourquoi également les bourgeois, leurs politiciens, leurs partis de droite ou de gauche sont sans exception intransigeants sur la question du nationalisme. Pour bénéficier de la confiance de la bourgeoisie ou au moins d'une fraction de la bourgeoisie, un parti doit nécessairement proclamer son attachement à la "patrie". Même si, par ailleurs, il affirme défendre telle ou telle catégorie de la population, il doit donner aux exploiters l'assurance qu'en cas de conflit, il fera passer ces intérêts après ceux de la "nation", c'est-à-dire après ceux des bourgeois.

C'est pourquoi, sans exception, tous ces partis et organisations qui prétendent combattre pour le communisme, mais veulent en réalité gérer le système capitaliste, soulignent toujours leur nationalisme. S'ils ne sont jamais avares de discours sur les travailleurs, le socialisme,

.../...

l'égalité sociale, ils sont toujours très prudents sur la question de l'internationalisme. La bourgeoisie ne leur pardonnerait pas de répandre - même par pure démagogie - de telles idées parmi ceux qu'elle exploite et qu'elle entend pouvoir utiliser à sa guise comme chair à canons.

- PAS DE SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS.

Dire que la classe ouvrière est internationale, alors que la bourgeoisie est nationale (même s'il existe des bourgeois dans tous les pays), cela signifie que la classe ouvrière ne peut pas changer fondamentalement son sort, réaliser ses aspirations au sein des frontières d'un Etat contrairement à la bourgeoisie.

Les aspirations des bourgeois se limitent à vouloir être maîtres chez eux de façon à pouvoir, en "toute liberté", exploiter les travailleurs et jouir du fruit de cette exploitation. Par contre, les buts et les aspirations de la classe ouvrière sont de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, à toute société de classes. Or cela est tout à fait impossible dans le cadre d'un seul Etat. En s'emparant du pouvoir dans un Etat, les ouvriers peuvent certes prendre des mesures qui amélioreraient considérablement leur sort, mais ils ne peuvent pas - même dans un Etat riche et développé économiquement - abolir complètement la division du travail, ni même donner à chacun selon ses besoins. D'une part, le pouvoir des ouvriers dans un pays se heurte nécessairement à l'hostilité des pays voisins, ce qui oblige les travailleurs à consacrer une part de leur énergie à se défendre contre les menées des autres pays. D'autre part, l'internationalisation de l'économie est telle aujourd'hui qu'un pays quel qu'il soit subit nécessairement les influences des autres, c'est-à-dire du marché mondial.

Tenter de faire fonctionner cette économie en cloisonnant les frontières ne pourrait qu'aboutir à un recul sur le plan économique, recul qui compromettrait inévitablement l'effort pour améliorer les conditions de vie des travailleurs.

Prenons un exemple : vouloir mettre sur pieds dans un Etat ouvrier isolé toutes productions qui n'y existent pas, mais sont déjà développées dans d'autres pays, représenterait un gaspillage de travail humain fabuleux à l'échelle mondiale et ne pourrait aboutir qu'à des privations pour les travailleurs de ce pays. C'est pourquoi toutes les théories qui affirment que chaque Etat doit avant tout se donner les bases de son indépendance économique ne sont que des théories nationalistes bourgeoises : les bourgeois ont en effet besoin de telles bases pour résister à leurs concurrents. Les ouvriers n'en ont pas besoin, car leur but est de mettre à la disposition des travailleurs du monde entier les forces productives qui sont déjà largement suffisantes pour permettre à chacun de disposer de ce dont il a besoin.

Pour parer au plus pressé, les ouvriers d'un pays isolé pourraient certes se trouver contraints de pallier à l'absence de certaines industries nationales - pour faire face par exemple au boycott des Etats bourgeois -, mais leur but ne peut être que l'extension de la

.../...

révolution aux autres pays et non la "construction du socialisme" dans un pays isolé. Faute d'extension de la révolution, un Etat ouvrier isolé est d'ailleurs condamné à l'échec et à l'effondrement. L'exemple de l'échec de la révolution russe le montre bien, et il est significatif que la contre-révolution stalinienne s'est accomplie au nom du "socialisme dans un seul pays", théorie qui correspondait aux intérêts des bureaucrates bourgeois russes qui ont arraché le pouvoir à la classe ouvrière.

La mise sur pieds d'un Etat ouvrier dans un pays ne peut donc qu'être un tremplin, un bastion avancé pour la poursuite du combat contre la bourgeoisie à l'échelle mondiale jusqu'à ce que plus un Etat ne soit aux mains des bourgeois. Quand cet objectif sera réalisé, les ouvriers n'auront plus aucune raison de conserver des frontières, des douanes, des armées qui ne servaient qu'aux bourgeois.

Sans doute les particularités nationales, locales, - langues, moeurs -, survivront, mais de véritables Etats séparés n'auront plus de raisons d'existence. Ces Etats auront correspondu à une étape de développement de l'humanité, ils disparaîtront avec l'avènement du communisme.

- ... ET UN TEST CRUCIAL POUR LES REVOLUTIONNAIRES.

Abandonner ces objectifs internationalistes serait pour une fraction de la classe ouvrière, non seulement trahir ses frères de classe des autres pays, mais trahir ses propres intérêts en se livrant pieds et poings liés à la bourgeoisie.

Cette compréhension de l'impératif internationaliste a naturellement des implications fondamentales pour les révolutionnaires. Elle signifie que le parti révolutionnaire à la construction duquel notre tendance s'efforce de participer ne peut être qu'un parti mondial (même s'il comportera nécessairement des sections nationales tenant compte des particularités de chaque pays).

Cela signifie aussi que les véritables révolutionnaires doivent mener une guerre inlassable à toutes les variétés de patriotes qui empoisonnent la classe ouvrière avec des idées chauvines.

De même que les bourgeois, qui sont bien conscients de leurs intérêts, sont intransigeants sur ce terrain, la classe ouvrière doit elle aussi savoir distinguer ses faux amis, que ce soit ceux qui se proclament ouvertement "patriotes" ou ceux qui plus hypocritement s'efforcent d'abuser les travailleurs par un langage équivoque en cherchant à concilier nationalisme et internationalisme.

QUI SOMMES - NOUS ?

Ce bulletin mensuel est la publication de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste d'Algérie. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs au pays, et dans l'immigration.

Il se veut aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat, et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière, à la tête des paysans pauvres et des travailleurs agricoles, doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec le capitalisme d'Etat - solution de survie pour le Capital -, ni avec la fausse démocratie bourgeoise, - cette forme hypocrite de la domination des capitalistes -, avec son égalité formelle.

Mais les conseils ouvriers, manifestation directe de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe, par delà les limites nationales. Il n'y a pas actuellement de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoïstes, stalinien et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution ne pourra se réaliser que sous la direction du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

"QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBLENT
DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE.
LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A PERDRE
QUE LEURS CHAINES ,
ILS ONT UN MONDE A GAGNER".

(Le Manifeste Communiste).